

NOTE DE SERVICE

N° 98-115-M0 du 21 août 1998

NOR : BUD R 98 00115 N

Texte publié au BOCP

AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR CRÉER UNE RÉGIE

ANALYSE

Application des dispositions de l'instruction codificatrice n°98-037-A-B-M du 20 février 1998

Date d'application : 21/08/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; RÉGIE D'AVANCES ; RÉGIE DE RECETTES ;
RÉGIE D'AVANCES ET DE RECETTES ; CRÉATION ; MAIRE ; CONSEIL MUNICIPAL

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 96

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
BUREAU D3
139, rue de Bercy
TÉLÉDOC : 687
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 10 JUILLET 1998

N°46337

Monsieur le Maire,

Par lettre en date du 26 mai 1998, vous m'interrogez sur les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et plus précisément sur l'autorité compétente pour créer des régies.

A la date du 1er janvier 1998, sont entrées en vigueur les dispositions du décret n°97-1259 du 29 décembre 1997 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux, qui abroge le décret n°64-486 du 28 mai 1964 modifié lequel organisait précédemment le fonctionnement des régies du secteur public local.

L'article 2 du décret précité précise que les régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux sont créées selon les dispositions propres à chaque catégorie d'organisme.

Ainsi, par exemple dans le cas des régies communales, le conseil municipal est compétent pour créer des régies en application des dispositions de l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Toutefois, le maire peut recevoir délégation du conseil municipal, en application de l'article L.2122-22 alinéa 7 du CGCT pour procéder à ces créations.

Ces dispositions ont été précisées dans l'instruction interministérielle n°98-037 ABM du 20 février 1998 prise en application du décret n°97-1259 du 29 décembre 1997 précité, publiée à l'Imprimerie Nationale, et qui abroge l'instruction interministérielle de janvier 1975 en vigueur précédemment.

Espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie de croire, Monsieur le Maire à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

J.B GILLET